

Relations

RELATIONS

Livres

Number 794, January–February 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/87184ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

(2018). Review of [Livres]. *Relations*, (794), 45–48.

Anatomie d'un désastre

La crise financière de 2008, de Reagan à Trump

SERGE TRUFFAUT
Montréal, Somme toute,
2017, 288 p.



« Mon éditeur m'avait demandé un livre sur le jazz. Je lui ai remis cet ouvrage », raconte Serge Truffaut en parlant de son plus récent essai. Sans le savoir, l'ancien journaliste et éditorialiste du *Devoir* venait d'évoquer tant l'importance que l'urgence de publier ce livre, alors que s'amorce la deuxième année du mandat de Donald Trump à la présidence des États-Unis.

Mais comment un individu comme Trump a-t-il pu se hisser à la tête du pays le plus puissant de la planète, aussi rapidement de surcroît ? Les raisons sont bien sûr multiples mais, nous explique Truffaut dans son livre, ce qui a permis cette ascension, c'est avant tout la crise financière de 2008, dont les racines remontent, selon l'auteur, à l'élection de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, au tournant des années 1980.

Journaliste ayant largement couvert l'économie au cours des trois dernières décennies, il a été un témoin direct de cette déréglementation massive du secteur de la haute finance obtenue à coup de réformes politiques, en totale conformité avec les intérêts des élites financières. Au fil des chapitres, regroupés par thèmes plutôt que par ordre strictement chronologique, il explique comment, sous les gouvernements Thatcher, Reagan et Mulroney – la « troïka », comme les appelle l'auteur –, les privatisations en série et l'allègement des mécanismes de contrôle des milieux financiers ont consolidé l'emprise du néolibéralisme sur la gouvernance des États. Il explique également comment l'entrée en scène d'Alan Greenspan comme directeur de la Réserve fédérale américaine s'est traduite par l'émergence, dans les hauts cercles financiers et

politiques conservateurs, d'un courant libertarien inspiré par les thèses (discréditées depuis longtemps) d'Ayn Rand, qui hissent le capitalisme débridé au rang de véritable fétiche.

C'est l'époque du tristement célèbre « *greed is good* » (« la cupidité, c'est bien ») de l'infâme Gordon

Gekko, personnage principal du film *Wall Street* de Martin Scorsese, que Truffaut désigne comme symbole ultime de cette grave dérive, une sombre histoire qui constitue la genèse de la crise financière ayant dévasté la société après 30 ans de malversations, de bulles spéculatives, de transactions frauduleuses et d'« ingénierie financière » hyper-complexe et toxique menée par des mathématiciens et des scientifiques (« *quants* ») à la solde de grandes firmes. C'est ce « marécage » que Donald Trump, avec son ton populiste, avait promis « d'assécher », lui dont pourtant près du tiers du cabinet est composé d'anciens hauts-gradés de Goldman Sachs et d'ex-pdg de grandes multinationales, et qui a été élu grâce au soutien massif des cartels de l'énergie et des grands oligarques américains. Une énorme arnaque menée par un arnaqueur professionnel, occultée par un épais nuage de propagande politique. Finalement, Truffaut nous met en garde contre l'émergence d'un « capitalisme stalinien » qui, bien que l'expression semble contradictoire, traduit l'idée que nous vivons dans un système qui récompense les fraudeurs et les requins de la finance plutôt que de les mettre en prison, aboutissement logique du « *too big to fail, too big to jail* » (« trop gros pour faire faillite, trop gros pour être emprisonnés »).

Vous l'aurez deviné, il s'agit là d'un ouvrage fort dénonciateur. Mais Truffaut prend soin de ne pas basculer dans un ton pamphlétaire en gardant un style très pédagogique dans l'ensemble – l'auteur est un excellent vulgarisateur, qui arrive savamment à expliquer des concepts très complexes. La thèse, si elle n'est pas forcément nouvelle, a le mérite d'être très bien documentée

et convaincante ; elle possède en outre le potentiel de rejoindre un large public. C'est là un atout majeur en ces temps où ce « désastre » économique-politique creuse le fossé entre riches et pauvres et alimente des tensions sociales dont profitent les néofascistes un peu partout en Occident. Un livre qui se veut, finalement, la chronique d'un désastre non seulement annoncé, mais malheureusement annonciateur.

Martin Forgues

Identitaire

Le mauvais génie du christianisme

ERWAN LE MORHEDEC
Paris, Cerf, 2017, 168 p.

Figure bien connue de la blogosphère catholique, Erwan Le Morhedec (alias Koz) signe ici un essai passionné, écrit dans l'urgence, à l'aube de la campagne présidentielle française de 2017. Comme bon nombre de ses concitoyens, il s'inquiétait (à juste titre, d'ailleurs) de la montée de l'extrême droite et plus encore de la fascination croissante des catholiques français pour les idées du Front national (FN). En 2015, un sondage publié dans les pages de la revue *Le Pèlerin* avait révélé une donnée inquiétante : le taux d'appui au FN des catholiques pratiquants a triplé en l'espace de quelques mois, passant de 9 % en mars 2015 à 24 % en décembre de la même année. Cette progression du vote frontiste s'est maintenue au point de frôler et même de dépasser les 40 % au moment du scrutin présidentiel. Tant et si bien que c'est au sein de l'électorat catholique



que le vote frontiste a connu sa plus forte croissance, au point de dépasser la moyenne nationale.

Il s'agit là d'une importante rupture : jusqu'ici, les catholiques pratiquants avaient massivement résisté à la tentation frontiste, l'Église ayant déployé un « cordon sanitaire » anti-FN au cours des dernières décennies. Les « terres chaudes » du catholicisme français (la Bretagne et l'Ouest, par exemple) ont historiquement assez bien résisté au vote d'extrême droite, les catholiques français votant habituellement à droite ou au centre, mais très rarement dans les extrêmes. À l'évidence, quelques digues ont sauté au cours des dernières années, certains évêques ayant mis à mal ce « cordon sanitaire ». Pensons ici à M^{gr} Dominique Rey, évêque de Toulon-Fréjus, qui a invité Marion Maréchal-Le Pen, nièce de Marine Le Pen et étoile montante du FN, à prendre la parole dans un événement organisé par son diocèse.

Le livre de Le Morhedec tente d'abord de faire la genèse de ce basculement du vote catholique vers l'extrême droite – un basculement qu'il juge contre-nature et, surtout, contraire aux idéaux évangéliques, à l'enseignement social de l'Église, de même qu'aux prises de position prophétiques du pape François concernant la crise migratoire. Il note avec dégoût les étranges compagnons de route que sont les mouvements identitaires d'extrême droite, mouvements qui se délectent de symboles païens, « aryens » et germaniques, tout en tentant d'instrumentaliser les symboles

chrétiens les plus belliqueux : de Charles Martel aux Croisades, en passant par Jeanne d'Arc, « l'égérie » du FN. Cette veine maurrassienne, qu'on croyait à jamais enfouie, resurgit ces dernières années à la faveur des inquiétudes sécuritaires et des crispations identitaires. Les milieux identitaires proches du FN – dont les sites *Boulevard Voltaire*, *Riposte catholique*, le blogue *Le Salon beige* et le magazine *Valeurs actuelles* – mènent la charge contre l'Église et le pape François, jugés trop conciliants à l'égard de l'islam, pas assez fermes à l'égard de l'immigration, pas assez prompts à défendre une « civilisation chrétienne » menacée, disent-ils, par un « grand remplacement », et ce, tant en Europe qu'au Moyen-Orient, sous les assauts répétés des djihadistes et de l'immigration musulmane.

Pour Erwan Le Morhedec, ce flirt des catholiques avec les mouvances identitaires doit être condamné avec fermeté, en ce qu'il constitue un déni de l'Évangile. Ce qui ne l'empêche, du reste, d'être éminemment critique à l'égard de la « fracturation identitaire », c'est-à-dire le « jeu pervers » des « réflexes communautaires » et de la « concurrence des droits individuels ». Tout cela, dit-il, conduit la France à un processus d'anomie, à un effritement de sa culture commune, de même qu'à une « nécrose » et à une « calcification » de son identité. Le rôle des chrétiens et des chrétiennes doit plutôt consister à retisser le tissu social et à y incarner, en paroles et en actes, les idéaux évangéliques de fraternité et de solidarité.

L'accès à l'habitat dans l'Afrique des villes

Un toit pour l'Afrique

PIERRE GIGUÈRE
Paris, L'Harmattan,
2017, 211 p.



C'est un défi considérable de vouloir traiter de manière concise, accessible et exacte des enjeux liés à l'achat d'une maison pour les populations pauvres d'Afrique. Pierre Giguère, fort de ses 30 ans de pratique en coopération internationale, surtout dans le domaine de la microfinance, y parvient avec talent et conviction.

La situation est alarmante : selon les prévisions de l'ONU, la population africaine, évaluée à 798 millions de personnes en 2000, atteindra 1,6 milliard en 2030. Les bidonvilles qui accueillait alors 122,7 millions de personnes auront à en loger 197,5 millions. Les conséquences prévisibles sur la santé publique, la paix sociale ou la sécurité s'annoncent dramatiques.

En sept chapitres, l'auteur aborde les principaux écueils déjà identifiés par les recherches tant économiques que sociales, mais également à partir de sa propre expérience. Pédagogiquement, il présente les perspectives contrastées

LE PRÉCURSEUR

ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920 - Publié par les Sœurs Missionnaires de l'Immaculée-Conception

SEULEMENT 8\$ PAR AN

(NOUVEAU FORMAT NUMÉRIQUE)

www.pressemic.org

d'acquéreurs potentiels, les uns africains, les autres occidentaux.

Les disparités sont immenses. S'il faut compter entre 3 et 10 ans de revenus totaux pour une famille qui achète une maison au prix moyen au Canada, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, cette durée s'élève à 14 ans en Égypte, à 29 ans au Mali et à 48 ans en République centrafricaine. L'accès aux sources de financement est également révélateur. Au Canada, 33,4 % des adultes ont pu contracter un prêt hypothécaire alors qu'au Burkina Faso, c'est 0,7 %. En moyenne, 2 % seulement des propriétaires africains ont recours à un emprunt bancaire traditionnel. On en déduit rapidement que ce ne sont pas les maisons africaines qui sont trop chères, mais bien les revenus qui sont trop bas. Le modèle occidental d'acquisition d'une maison est totalement inopérant quand 65 % à 85 % de la population vit au jour le jour de l'économie informelle.

Il faut donc aborder la question autrement et c'est ici le cœur de l'ouvrage. L'auteur, avec finesse et connaissance, examine neuf blocages à l'acquisition d'une maison dans des conditions de précarité persistante où l'économie informelle domine. Pour chacune de ces contraintes, il expose des solutions réalisées sur le continent africain ou ailleurs, au Québec entre autres, avec des résultats probants sous réserve de modifier certaines façons de penser et d'intervenir de la part des administrations publiques, des institutions prêteuses, mais surtout des pouvoirs politiques.

Prenons deux exemples parmi ces blocages : la propriété d'un terrain et l'accès au crédit. On estime que seulement 10 % des terres agricoles sont enregistrées légalement sur tout le continent et que les cadastres fonciers de la plupart des villes, quand ils existent, restent fragmentaires alors que leur territoire ne cesse de grandir. S'y chevauchent droit foncier et droit coutumier. Avec un titre de propriété provisoire, les constructions s'établissent de manière aléatoire et aucune taxe n'est perçue, donc les services essentiels font défaut et l'éviction est toujours à craindre. Des conditions partagées par des millions de familles, leur vie durant. Pour remédier à cette complication, certaines villes au Mali, au Pérou,

au Brésil et ailleurs, délivrent des concessions urbaines à usage d'habitation qui empêchent l'éviction. Certaines appliquent en plus un délai de prescription après lequel un certificat écrit de droit à l'occupation est délivré. D'autres encore commencent par attribuer une adresse à chaque bâtiment, premier pas vers la formalisation d'une occupation urbaine non planifiée.

Toutefois, le problème le plus important reste le financement. L'épargne étant impossible pour la majorité, les prêts bancaires sont hors de portée. Mais, comme l'ont démontré les expériences de microcrédit dans presque tous les pays en développement, les pauvres remboursent leurs dettes. Pour l'auteur, les institutions de microcrédit ont acquis une grande connaissance des conditions de vie des populations pauvres et une expérience précieuse en matière de transactions économiques réussies. Elles devraient maintenant faire profiter le secteur de l'habitation de ce succès. La microfinance et le mode coopératif de construction, de propriété ou de logement ouvrent des perspectives prometteuses.

L'ouvrage, qui prend parfois la forme d'un syllabus, informe, documente, propose et éduque. On y retrouve des tableaux, des encadrés, des apartés qui donnent chair aux arguments, malgré quelques répétitions inutiles. En plus de cerner substantiellement la problématique de l'habitat en Afrique, il nous introduit concrètement à la complexité et à l'âpreté des démarches pour la majorité des familles africaines afin de réaliser un rêve bien légitime.

Denis Tougas

Gagner la guerre du climat *Douze mythes à déboulonner*

NORMAND MOUSSEAU
Montréal, Boréal, 2017, 264 p.

La contribution de Normand Mousseau au débat sur l'énergie au Québec est importante. Le rapport issu de la Commission sur les enjeux énergétiques, qu'il a codirigé avec Roger Lanoue en

2013, a fait date. Il constitue aujourd'hui une référence essentielle pour l'élaboration d'un « grand plan » de transition vers une société émancipée du carbone et, surtout, maître de ses usages de l'énergie. Pour Mousseau, l'énergie est plus que jamais une question d'intérêt général, à plus forte raison depuis que les bouleversements climatiques imposent de modifier substantiellement nos modes de vie, et alors que le temps commence à manquer pour y parvenir de manière civilisée.

Gagner la guerre du climat est un ouvrage pédagogique, qui présente et analyse de manière critique les principales mesures mises de l'avant par le Québec et le Canada au cours des dernières décennies pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES). Mousseau fait œuvre utile en confrontant, dans une réflexion à long terme, les discours et actions des gouvernements qui devaient concrétiser la transition énergétique. Or, on s'en doute, le constat est accablant : cette transition n'est restée jusqu'ici qu'à l'état de rhétorique. Comment l'expliquer ? Le principal argument de l'auteur est qu'un certain nombre de « mythes » ou de lieux communs concernant l'énergie au Québec et au Canada paralysent l'action publique. Ces mythes ont introduit des distorsions dans notre évaluation collective de la situation et expliquent en bonne partie pourquoi la transition ne vient pas. Cela, en dépit des signaux de plus en plus alarmants concernant les effets de la crise écologique et climatique sur l'écosystème terrestre.

Parmi les mythes les plus tenaces, l'auteur relève la croyance selon laquelle le Québec serait à l'avant-garde de cette transition. Prenant appui sur des sources d'énergies faibles en carbone, le Québec aurait mis en place les mesures nécessaires pour être à la hauteur des efforts de réduction de GES attendus au cours des prochaines années. La cible de réduction de 37,5 % des GES en 2030 par rapport au niveau de 1990,



établie dans la récente politique énergétique du gouvernement du Québec, en donnerait l'assurance. Mousseau déboulonne évidemment ce lieu commun, en soulignant le fossé abyssal séparant les cibles de réduction des GES des moyens mis de l'avant pour y parvenir. Non seulement la politique énergétique préparée par le gouvernement libéral de Philippe Couillard présente-t-elle une batterie de mesures disparates et de faible envergure, mais elle continue de privilégier une approche basée sur le laisser-faire, qui est précisément l'une des sources du problème.

Pour l'auteur, ce constat s'applique aussi, voire davantage, aux positions défendues par le gouvernement de Justin Trudeau, qui cultive méthodiquement le hiatus entre une rhétorique progressiste et des politiques énergétiques favorisant l'extraction des énergies fossiles de l'Ouest canadien. Contre le mythe selon lequel le Canada constituerait un État fort, il montre au contraire comment ce pays présente une structure politique dotée d'un faible degré d'action sur lui-même, ce que révèle clairement le bilan

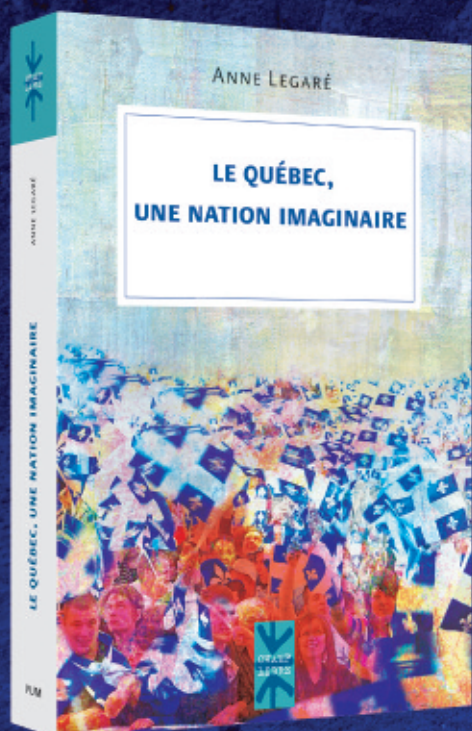
carbone du Canada. Bref, au Québec comme au Canada, les gouvernements ont davantage investi dans les plans de communication que dans des politiques structurantes.

Si cette approche de déconstruction des lieux communs a l'insigne mérite de présenter les enjeux énergétiques en un langage clair et bien informé, il n'est pas évident qu'elle puisse rendre compte des causes expliquant l'aboulie du Québec et du Canada face à la crise climatique. À certains égards, l'approche privilégiée par Mousseau ne rend qu'imparfaitement compte de la nature foncièrement antagonique de la transition énergétique : les mythes sont d'abord des produits politiques relayant et consolidant des intérêts dominants qui ont avantage à noyer le poisson. L'enjeu n'est donc pas seulement de mettre en lumière les distorsions qu'ils introduisent dans l'espace public, mais de remonter à leurs sources afin d'identifier les logiques, les intérêts et les classes sociales que ces mythes servent et soutiennent. Autrement dit, les mythes ne voilent pas tant la réalité qu'ils révèlent le « programme » de neu-

tralisation issu des classes dominantes. Si Mousseau partage, en principe, ce point de vue dans l'ouvrage – « la solution au problème des changements climatiques n'est pas de nature technologique ou scientifique, mais bel et bien politique », souligne-t-il –, il s'abstient cependant d'aller jusqu'à l'analyse des fondements de la structure de domination qui verrouille, pour l'instant, la transition.

Pour gagner la guerre du climat, il faudra d'abord renouer avec l'économie politique critique et prendre conscience que les classes dominantes lutteront avec acharnement pour bloquer tout mouvement de transformation sociale menée au nom de la justice, de la société et de l'écologie. La nature est et sera le champ de bataille du siècle qui s'ouvre. L'ouvrage de Mousseau fournit l'une des lectures de base pour s'introduire à ce destin.

François L'Italien



ANNE LÉGARÉ

Le Québec, une nation imaginaire

Intellectuelle engagée et militante, Anne Legaré rassemble ici des textes sur la souveraineté du Québec qu'elle a publiés au cours de sa longue carrière et interpelle le mouvement souverainiste sur des enjeux non résolus de sa démarche actuelle.

Revisités et commentés par l'auteure, ces écrits offrent à la fois des analyses fines et des réflexions sur le mode de l'essai, dans une perspective ouverte sur l'avenir. Ils portent notamment sur le rôle du fédéralisme dans la formation de l'identité, les conceptions de la nation caractéristiques d'un mouvement de libération moderne ainsi que sur l'influence des relations internationales du Québec sur les représentations identitaires de ses citoyens.

Avec ses interrogations brûlantes d'actualité, ce livre est le fruit d'un engagement passionné, appuyé sur une vision de l'histoire, celle de citoyens éclairés, volontaires, mus par le désir d'émancipation d'un peuple francophone dans un monde où le sujet démocratique est en perdition.

Les Presses de l'Université de Montréal

PUM
www.pum.umontreal.ca